

Service Santé et Protection des Animaux et de
l'Environnement
Cité Marianne
2 boulevard de Strasbourg
CS 70 010
59 046 Lille cedex

Lille, le 13/03/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/11/2024

Contexte et constats

Publié sur  **RISQUES**

SOCIETE OVINE FLANDRES ARTOIS

105 Rue Philippe Van Thieghem
59270 Bailleul

Références : 2025 - 00918
Code AIOT : 0055900108

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/11/2024 dans l'établissement SOCIÉTÉ OVINE FLANDRES ARTOIS implanté 105 Rue Philippe Van Thieghem 59 270 Bailleul. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCIETE OVINE FLANDRES ARTOIS
- 105 Rue Philippe Van Thieghem 59270 Bailleul
- Code AIOT : 0055900108
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La SOCIETE OVINE FLANDRES ARTOIS, société à responsabilité limitée, immatriculée sous le SIREN 384600243, est en activité depuis 31 ans. Implantée à BAILLEUL (59 270). Son effectif est compris entre 10 et 19 salariés. Elle est autorisée par arrêté préfectoral datant du 16 novembre 2010 pour exploiter un abattoir au titre de la rubrique 2210-1 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Contexte de l'inspection :

- Récolement
- Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Transmission de rapport d'incident	Arrêté Préfectoral de Mise en Demeure du 16/10/2023, article 1	Astreinte	
3	Entretien des installations électriques	Arrêté Préfectoral de Mise en Demeure du 16/10/2023, article 1	Astreinte, Amende	
4	Consignes d'exploitation	Arrêté Préfectoral de Mise en Demeure du 16/10/2023, article 1	Astreinte	

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Formation du personnel	Arrêté Préfectoral de Mise en Demeure du 16/10/2023, article 1	Astreinte	
6	Règles générales de construction et d'aménagement	Arrêté Préfectoral de Mise en Demeure du 16/10/2023, article 1	Astreinte	
7	Réseaux d'alimentation et d'évacuation des eaux	Arrêté Préfectoral de Mise en Demeure du 16/10/2023, article 1	Astreinte	
8	Relevé mensuel de ses consommations d'eau.	Arrêté Préfectoral de Mise en Demeure du 16/10/2023, article 1	Astreinte	
9	Prétraitement des eaux résiduaires	Arrêté Préfectoral de Mise en Demeure du 16/10/2023, article 1	Astreinte, Amende	
10	Traitement des eaux et respect des VLE avant rejet	Arrêté Préfectoral de Mise en Demeure du 16/10/2023, article 1	Astreinte, Amende	
11	Surveillances trimestrielles des rejets.	Arrêté Préfectoral de Mise en Demeure du 16/10/2023, article 1	Astreinte, Amende	
12	Surveillance des rejets d'effluents par un organisme	Arrêté Préfectoral de Mise en Demeure du 16/10/2023, article 1	Astreinte, Amende	
14	Entretien des bâtiments	Arrêté Préfectoral de Mise en Demeure du 16/10/2023, article 1	Astreinte	
15	Confinement des eaux d'incendie	Arrêté Préfectoral de Mise en Demeure du 16/10/2023, article 1	Astreinte, Amende	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Consignes de sécurité incendie	Arrêté Préfectoral de Mise en Demeure du 16/10/2023, article 1	Levée de mise en demeure
13	Documents permettant de connaître la nature et les risques des produits	Arrêté Préfectoral de Mise en Demeure du 16/10/2023, article 1	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des 15 non-conformités qui ont fait l'objet de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 16/10/2023, deux seulement ont pu être levées, une non-conformité a fait l'objet d'une demande de justificatif ce qui permettrait de la lever. Une proposition de sanction administrative est proposée afin d'amener l'exploitant à prendre les mesures nécessaires lui permettant de corriger toutes les non-conformités restantes.

2-4) Fiches de constats

N°1 : Transmission de rapport d'incident

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 16/10/2024, article 1
Thème(s) : Autre, Gestion de l'établissement
Prescription contrôlée : <u>dans un délai d'un mois :</u> <ul style="list-style-type: none">de respecter l'article 13 de son arrêté préfectoral en transmettant un rapport d'incident à l'inspection des installations classées, précisant notamment les circonstances et les causes de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.
Constats : <p>Le 15/02/2023, l'inspection a constaté que le dispositif permettant de traiter les eaux résiduaires (eaux de process et les eaux issues de lavage) avant leurs rejets ne fonctionne pas à cause d'une panne de la pompe de relevage.</p> <p>Dans son courrier de réponse du 17/05/2023, l'exploitant a indiqué que la pompe de relevage située dans la fosse est remplacée. Cependant, il n'a pas transmis de rapport précisant les circonstances et les causes de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme. L'inspection a donc maintenu sa proposition consistant à mettre en demeure l'exploitant de transmettre dans un délai d'un mois un rapport d'incident à l'inspection des installations classées conformément à l'article 13 de son arrêté préfectoral.</p> <p>Jusqu'au jour de l'inspection (le 27/11/2024), l'exploitant n'a pas transmis ledit rapport d'incident. De plus, il a été constaté ce jour, que le dispositif de traitement des eaux (sujet de la non-conformité amenant à la mise en demeure) est en panne, à la demande de l'inspecteur, l'exploitant n'a pas été en mesure de mettre en œuvre son dispositif de traitement des eaux, ceci est dû à une fuite au niveau de la pompe de relevage, par conséquent, les eaux n'arrivent pas jusqu'au tamis permettant de les filtrer avant rejet.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'inspection demande à l'exploitant de transmettre un rapport d'incident précisant notamment les circonstances et les causes de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Astreinte
Proposition de délais :

N° 2: Consignes de sécurité incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral de Mise en Demeure du 16/10/2023, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques
Prescription contrôlée : dans un délai de deux mois de respecter : <ul style="list-style-type: none">l'article 29-4 de son arrêté préfectoral en établissant des consignes écrites pour la mise en œuvre des moyens d'intervention de lutte contre l'incendie, pour l'évacuation du personnel et pour l'appel aux moyens extérieurs de défense contre l'incendie.
Constats : <p>L'exploitant a présenté un document (document unique) regroupant les consignes pour la mise en œuvre des moyens d'intervention de lutte contre l'incendie, pour l'évacuation du personnel et pour l'appel aux moyens extérieurs de défense contre l'incendie.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 3 : Entretien des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral de Mise en Demeure du 16/10/2023, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques
Prescription contrôlée : dans un délai de deux mois : <ul style="list-style-type: none">de respecter l'article 30-2 de son arrêté préfectoral en entretenant ses installations électriques
Constats : L'exploitant a présenté un rapport datant du 10/09/2024, concernant une vérification de ses installations électriques effectuée le 06/09/2024 par SOCOTEC Agence de Lille Métropole. Ce rapport mentionne 8 non-conformités récurrentes.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection demande à l'exploitant de respecter l'article 30-2 de son arrêté préfectoral en entretenant ses installations électriques et en corrigeant les écarts relevés dans le rapport de SOCOTEC du 10/09/2024.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Astreinte, Amende
Proposition de délais :

N° 4: Consignes d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral de Mise en Demeure du 16/10/2023, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques
Prescription contrôlée : dans un délai de deux mois : <ul style="list-style-type: none">d'établir les consignes d'exploitation conformément à l'article 31-1 de l'arrêté préfectoral du 16/11/2010
Constats : L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter les consignes stipulées par l'article 31-1 de son arrêté préfectoral.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection demande à l'exploitant d'établir les consignes d'exploitation conformément à l'article 31-1 de son arrêté préfectoral.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Astreinte
Proposition de délais :

N° 5 : Formation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral de Mise en Demeure du 16/10/2023, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques
Prescription contrôlée : dans un délai de deux mois : <ul style="list-style-type: none">de respecter l'article 31-3 de l'arrêté préfectoral du 16/11/2010 en réalisant aux différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.
Constats : L'exploitant n'a pas mis en place de formation sur les risques inhérents des installations et sur la mise en œuvre des moyens d'intervention pour ses nouveaux employés recrutés récemment, il a indiqué que la dernière session de formation date du 26/03/2019 et que depuis, deux employés ont été embauchés sans qu'ils ne reçoivent ladite formation.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant de mettre en place pour les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Astreinte

Proposition de délais :

N° 6 : Règles générale de construction et d'aménagement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral de Mise en Demeure du 16/10/2023, article 1

Thème(s) : Autre, Règles générale de construction et d'aménagement

Prescription contrôlée :

dans un délai de trois mois :

- De respecter l'article 15-2 de l'arrêté préfectoral du 16/11/2010 en établissant et affichant un plan de circulation à l'intérieur du site. En réparant et entretenant les murs de ses locaux de travail et de stockage de déchets de sorte qu'ils soient faciles à nettoyer et à désinfecter.

Constats :

- Aucun plan de circulation à l'intérieur du site n'est affiché.
- Les murs du local de déchets sont mal entretenus, leurs états actuels ne permettent pas leurs nettoyages et leurs désinfections.
- Les murs des locaux de travail (notamment la salle de dépouille) sont dégradés par endroits (traces de chocs et de rouilles), leurs états ne permettent pas leurs nettoyages et leurs désinfections.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant de respecter l'article 15-2 de son arrêté préfectoral en établissant et affichant un plan de circulation à l'intérieur du site. Et en réparant et entretenant les murs de ses locaux de travail et de stockage de déchets de sorte qu'ils soient faciles à nettoyer et à désinfecter.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Astreinte

Proposition de délais :

N° 7 : Réseaux d'alimentation et d'évacuation des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral de Mise en Demeure du 16/10/2023, article 1

Thème(s) : Risques chroniques, Eau

Prescription contrôlée :

dans un délai de trois mois :

- de respecter l'article 21 de son arrêté préfectoral en établissant un schéma de tous les réseaux d'alimentation et d'évacuation des eaux.

Constats :

L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter un schéma à jour de tous les réseaux d'alimentation et d'évacuation des eaux.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant d'établir le schéma de tous les réseaux d'alimentation et d'évacuation des eaux.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Astreinte,

Proposition de délais :

N° 8: Relevé mensuel des consommations d'eau.

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral de Mise en Demeure du 16/10/2023, article 1

Thème(s) : Autre, eau
Prescription contrôlée : dans un délai de trois mois : <ul style="list-style-type: none"> de respecter l'article 22 de l'arrêté préfectoral du 16/11/2010 en consignant dans un registre éventuellement informatisé les relevés mensuels de ses consommations d'eau.
Constats : Le jour de l'inspection, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter un registre des relevés mensuels des consommations d'eau. Cependant, il a transmis par courriels ses relevés du 27/11/2024 et du 17/12/2024.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection demande à l'exploitant de consigner dans un registre éventuellement informatisé ses consommations mensuelles d'eau.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Astreinte
Proposition de délais :

N° 9: Prétraitement des eaux résiduaires

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 16/10/2023, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : dans un délai de trois mois de respecter l <ul style="list-style-type: none"> l'article 23-4-a de l'arrêté préfectoral : <ul style="list-style-type: none"> en équipant ses installations de dispositifs de prétraitement des eaux résiduaires assurant que la taille des particules solides des eaux résiduaires qui passent au travers de ces systèmes n'excède pas 6 mm. en prenant les dispositions nécessaires si une indisponibilité est susceptible de conduire aux dépassements des valeurs-limites imposées.
Constats : <ul style="list-style-type: none"> Absence par endroits de dispositif de dégrillage à 6 mm. De plus, ses dispositifs ne sont pas bien entretenus. 4 puisards sont munis de dispositifs de dégrillage à 8 mm.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection demande à l'exploitant d'équiper ses installations de dispositifs de prétraitement des eaux résiduaires assurant que la taille des particules solides des eaux résiduaires qui passent au travers de ces systèmes n'excède pas 6 mm.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Astreinte, Amende ;
Proposition de délais :

N° 10 : Traitement des eaux et respect des VLE avant rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral de Mise en Demeure du 16/10/2023, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : dans un délai de trois mois : <ul style="list-style-type: none"> de respecter les valeurs d'émissions des rejets d'eaux conformément à l'article 23-4-b de l'arrêté préfectoral du 16/11/2010.
Constats : L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter les rapports d'analyses des eaux avant rejet ni de justifier que les valeurs d'émissions des rejets d'eaux sont respectées conformément à l'article 23-4-b de l'arrêté préfectoral du 16/11/2010. Vraisemblablement, les analyses n'ont pas été réalisées. De plus, à la demande de l'inspection, l'exploitant n'a pas été en mesure de mettre en œuvre son dispositif de traitement des eaux avant rejet, il était en panne (présence d'une fuite au niveau de la pompe de relevage chargée de refouler les eaux à traiter vers le tamis).

Il est à signaler également que l'exploitant a modifié le dispositif de traitement des eaux avant rejet. Il a échangé le tamis de 1 mm imposé par son arrêté préfectoral d'autorisation contre un autre de 5 mm.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant de respecter l'article 1 de l'arrêté de mise en demeure du 16/10/2023 et l'article 23-4-b de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 16/11/2010 en disposant de moyens permettant aux eaux d'être tamisées à 1 mm avant rejet et en respectant les valeurs-limites d'émission reprises dans le tableau joint audit article 23-4-b de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 16/11/2010.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Astreinte, Amende ;

Proposition de délais :

N° 11 : Surveillances trimestrielles des rejets.

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral de Mise en Demeure du 16/10/2023, article 1

Thème(s) : Risques chroniques, Eau

Prescription contrôlée :

dans un délai de trois mois :

- de respecter l'article 23-5 de l'arrêté préfectoral du 16/11/2010 en effectuant des surveillances trimestrielles des rejets.

Constats :

L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier qu'il réalise l'autosurveillance des principaux paramètres permettant de s'assurer la bonne marche des installations de traitement des eaux polluées conformément à l'article 23-5 de son arrêté préfectoral.

Notant que, lors de la dernière inspection donnant lieu à la mise en demeure en cours, il avait présenté le justificatif de la réalisation de l'autosurveillance, mais il ne respectait pas la périodicité de sa réalisation.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant de respecter l'article 23-5 de son arrêté préfectoral en effectuant des surveillances trimestrielles de ses rejets.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Astreinte, Amende ;

Proposition de délais :

N° 12 : Surveillance des rejets d'effluents par un organisme

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral de Mise en Demeure du 16/10/2023, article 1

Thème(s) : Risques chroniques, Eau

Prescription contrôlée :

dans un délai de trois mois :

- d'effectuer des mesures de surveillance des rejets d'effluents au moins une fois par an par un organisme choisi en accord avec l'inspection des installations classées conformément à l'article 23-5 de l'arrêté préfectoral du 16/11/2010.

Constats :

L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier que les mesures de la qualité de ses rejets sont effectuées une fois par an par un organisme extérieur choisi en accord avec l'inspection des installations classées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant d'effectuer en urgence des mesures de surveillance des rejets d'effluents par un organisme choisi en accord avec l'inspection des installations classées conformément à l'article 23-5 de l'arrêté préfectoral et de continuer à les faire annuellement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Astreinte, Amende ;

Proposition de délais :**N° 13 : Documents permettant de connaître la nature et les risques des produits****Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral de Mise en Demeure du 16/10/2023, article 1**Thème(s) :** Risques accidentels, Prévention des risques**Prescription contrôlée :**

dans un délai de trois mois :

- de disposer des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits frigorigènes présents dans l'installation conformément à l'article 32 de l'arrêté préfectoral.

Constats :

Le jour de l'inspection, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter des documents permettant d'identifier la nature des produits frigorigènes utilisés dans ses chambres froides.

Par courriel du 03/12/2024, l'exploitant a transmis à l'inspection un bon d'intervention relatif à une opération de contrôle d'étanchéité et de marquage des installations frigorifiques réalisée par "FC59" le 02/12/2024.

Et par courriel du 17/12/2024, l'exploitant a transmis à l'inspection une attestation de contrôle d'étanchéité et de marquage des installations frigorifiques établie et signée le 14/12/2024, ce document indique la nature des gaz frigorifiques utilisés dans ses chambres froides et les quantités introduites.

Ladite attestation mentionne que l'installation SOFA utilise les gaz suivants: R422D, R404A, R134A.

Type de suites proposées : Sans suite**Proposition de suites :** Levée de mise en demeure**N° 14 : Entretien des bâtiments****Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 16/10/2023, article 1**Thème(s) :** Autre, Entretien**Prescription contrôlée :**

dans un délai de quatre mois :

- de respecter l'article 11 de l'arrêté préfectoral du 16/11/2010 en procédant à l'entretien de ses installations et à la sécurisation de ses bâtiments en entamant les travaux de réparation des toits et des murs.

Constats :

Le mur de clôture situé derrière l'installation le séparant des habitations a été remplacé.

Les murs de la bergerie et les murs du local abritant le dispositif de traitement des eaux avant rejet ont été réparés.

Cependant, le toit de la salle d'abattage fait de plexiglas n'a pas été réparé, il est encore cassé.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant de procéder à l'entretien de ses installations en entamant, en urgence, les travaux de réparation du toit de la salle d'abattage.

Type de suites proposées : Avec suites**Proposition de suites :** Astreinte**Proposition de délais :****N° 15: Confinement des eaux d'incendie****Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral de Mise en Demeure du 16/10/2023, article 1**Thème(s) :** Risques accidentels, Prévention des risques**Prescription contrôlée :**

dans un délai de quatre mois :

- de respecter l'article 29-3 de l'arrêté préfectoral du 16/11/2010 en équipant son installation de dispositifs permettant de recueillir l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction.

Constats :

L'exploitation n'est pas équipée de dispositif permettant de recueillir l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant d'équiper son installation de dispositifs permettant de recueillir l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Astreinte, Amende ;

Proposition de délais :